La lutte contre l'uniformité du style

The fight against the uniformity of styles

Der Kampf gegen die Stiluniformität

Anne Richard-Bazire

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/1047>

DOI : 10.4000/lha.1047

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 175-191

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Anne Richard-Bazire, « La lutte contre l'uniformité du style », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 36 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lha/1047> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lha.1047>

LA LUTTE CONTRE L'UNIFORMITÉ DU STYLE

« Comme, à des époques lointaines, on a vu le style des maîtres du monde se répandre sur les rives de la Méditerranée, nos successeurs subiront peut-être, non sans surprise et sans regret, d'autres maîtres plus impérieux, la démocratie, le goût, la liberté des échanges, le nivellement des fortunes, l'expansion des voyages, la facilité des transports et l'ampleur des transactions, qui provoqueront la similitude et l'uniformité. De nouvelles recherches et de troublantes inventions supprimeront les frontières, renverseront nos petites barrières et nous amèneront aux fusions les plus inattendues, aussi éloignées des résultats actuels que ceux-ci le sont des divergences datant d'un siècle. L'art pourra y trouver une place agrandie »¹.

On ne peut lire cette phrase de Jean-Louis Pascal sans être étonné de sa clairvoyance, de sa prescience, et admirer son talent de critique, lui que l'on savait déjà savant bâtisseur. Pascal, grand prix de Rome, formé à l'École classique, pur produit de l'académisme du XIX^e siècle, avait décidé de faire la guerre à la monotonie en architecture, à l'internationalisation des styles, et au manque d'imagination constaté dans les productions françaises. N'écrivait-il pas à propos du Paris d'Hausmann : « Je ne sais rien de déplorablement écœurant comme ces longues enfilades de fenêtres pareilles qui sont maintenant le caractère de nos grandes voies urbaines² » ? Charles Garnier dénonçait déjà ce phénomène en 1887, lorsque, chargé de faire un discours lors de la séance publique solennelle de l'Institut, il s'insurgeait contre « les mêmes formules banales, les mêmes clichés de composition [qui] se répandent dans chaque nation [...] les mêmes matériaux de construction qui s'emploient dans toutes les cités, en retirant ainsi à l'architecture son caractère primordial et rationnel »³. Selon Jean-Louis Pascal, la constitution définitive de l'unité française avait fait disparaître les distinctions d'écoles, alors que l'Allemagne et l'Italie, deux pays qui s'étaient constitués de manière analogue, avaient gardé des centres d'art bien vivants. Traversant l'Allemagne, alors qu'il se rend à Vienne en chemin de fer pour l'exposition universelle de 1873, il écrit : « Les stations passent, variées, coquettes, typiques, non point atteintes comme chez nous de la monotonie administrative, mais s'harmonisant par leur composition et leurs matériaux, avec leur entourage même »⁴. La lutte contre l'uniformité des styles, Pascal en fera son cheval de

1. Jean-Louis Pascal, *Rapport sur la Classe 10, architecture, à l'exposition universelle internationale de 1900*, Paris, Imprimerie nationale, 1902, p. 21.

2. Jean-Louis Pascal, « Exposition universelle de Vienne », *R.G.A.T.P.*, n° XXX, 1873, p. 206.

3. *La Semaine des constructeurs*, novembre 1887, 2^e série, 2^e année, cité dans Jean-Pierre Épron, *Comprendre l'Éclectisme*, Paris, éd. Norma, 1997, p. 171 et note 107, p. 346.

4. Jean-Louis Pascal, « Exposition universelle de Vienne », *R.G.A.T.P.*, n° XXX, 1873, p. 204.

bataille alors que membre temporaire du conseil des bâtiments civils en 1880-1881 puis inspecteur général à partir de 1889, il luttera pour que soit laissée aux architectes la possibilité de développer ce que Georges Seure appelle « la fantaisie raisonnée, mais créatrice ». Et il s'essayera à une construction régionaliste en style néo-basque, à Billère dans les Pyrénées-Atlantiques.

Les concours de façades, la fantaisie créatrice

« Si par l'institution de notre concours, nous pouvions réagir contre la monotonie du style par trop primitif de ces immenses maisons aux façades unies que l'on construit depuis trop longtemps ; si nous pouvions enlever à nos rues cet aspect d'uniformité désespérante que leur donnent ces grands bâtiments aux façades desquels sont accrochés les sempiternels balcons du deuxième et quatrième étages, nous aurions fait œuvre utile »⁵.

C'est ainsi que débutait la séance du conseil municipal du 6 décembre 1897 qui mettait en place le concours des façades de la ville de Paris créé pour redonner libre cours à l'imagination des architectes, bridée par les règlements haussmanniens. La modification du décret du 22 juillet 1882 sur les saillies avait déjà fait un premier pas dans cette voie. Jean-Louis Pascal s'associait complètement à cette revendication :

« La maison à loyer, telle que la comporte la réglementation parisienne, aussi éloignée de la tolérance extraordinaire – du moins à cet égard – de la liberté new-yorkaise aux maisons à trente étages que de l'antique tradition de la petite maison basse à peu d'étages [...] constitue forcément un programme de monotonie [...] Les plans à propos desquels des progrès, des innovations sont sans cesse en élaboration, varient avec chaque immeuble ; les hauteurs d'étages, les dimensions des baies et leur écartement, qui sont la traduction de ces plans en façade, ne changent guère, au contraire. Le praticien, l'artiste qui essaie d'en tirer parti, en utilisant les règlements plus larges dont on dispose maintenant, se torture l'esprit pour diviser de façon heureuse ses coupures horizontales, projette les balcons, fait sortir des bow-windows, cherche les contrastes de nus et de riches décors, introduit quelques réminiscences d'un motif qui, ailleurs et autrement, lui a fait impression ou bien, au contraire, se rattache aux formes de l'art nouveau et du "modern style". Sans doute la justesse de ses proportions, son goût, la puissance ou le raffinement de son dessin mettront une valeur d'art où le passant ne verra qu'un habillage indifférent des pleins et des vides, sur lesquels l'industriel, le marchand, va bientôt, à tort et à travers, étendre ses grosses lettres dorées et ses écussons envahissants ; mais le thème est partout identique et cette répétition, si elle a quelque grandeur dans les voies aux larges propor-

5. Extrait du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 6 décembre 1897, *Les Concours de façades de la ville de Paris, t. I, 1898-1905*, Paris, Librairie de la Construction moderne, s.d., p. 5.

tions, n'est pas pour rivaliser avec les aspects pittoresques des demeures variées où se traduisait la profession, le caractère des gens, les mœurs, comme dans le bon vieux temps »⁶.

Nous verrons que les interventions de Pascal au conseil des bâtiments civils vont presque toujours dans le sens de la recherche du pittoresque et de la fantaisie artistique. C'est à lui que l'on doit certains des dômes de hauteur et de forme tout à fait hors normes sommant l'angle des immeubles de la rue de l'Alboni à Paris dans le seizième arrondissement. En 1904, il fait partie du jury du concours des façades de la ville de Paris et en est le rapporteur. Ce concours, créé le 20 décembre 1897, distingua chaque année, de 1898 à 1912, six maisons édifiées l'année précédant le concours et présentant une façade exceptionnelle. Les propriétaires lauréats étaient exemptés du paiement de la moitié des droits de voirie. Mille francs étaient destinés à l'allocation d'une médaille d'or à l'architecte et d'une médaille d'argent à l'entrepreneur de chacune des maisons primées. Le concours récompensait uniquement les façades, sans tenir aucun compte des impératifs imposés à l'architecte, ni du plan. On récompensait une belle planche gravée, ce qui explique l'absence des architectes de « l'avant-garde », ceux-ci ne cautionnant pas « au nom d'un rationalisme pour lequel la façade reste partie intégrante de l'édifice, résultante de sa composition », une telle conception du projet architectural⁷. Et pourtant le jury note qu'« il a été heureux de voir s'atténuer de plus en plus la convention, le pastiche et l'accommodation factice et peu convaincue des arts anciens aux besoins et aux matériaux nouveaux⁸. » C'est ainsi que Jules Lavirotte sera lauréat à trois reprises⁹ notamment pour l'emploi des grès flammés et de la faïence émaillée (dans l'immeuble de l'avenue Rapp en 1901 et de l'avenue de Wagram en 1905) mais avec des réserves de la part du jury quant aux « débordements de son style »¹⁰. Le concours connaît un certain succès : cinquante-trois maisons présentées en 1897, quatre-vingt-sept en 1903. Il s'agit surtout d'immeubles destinés à l'habitation ou d'hôtels de voyageurs, sièges sociaux et banques, très peu d'hôtels privés¹¹. Le jury de l'année 1900 donne le ton lorsqu'il énonce : « Les différences d'études se produisent presque toujours dans la manière de traiter le détail. Or, c'est dans la composition de l'ensemble, dans les proportions et les différences de baies, dans la silhouette générale d'un immeuble qu'il faut avant tout rechercher la variété »¹². « L'architecte, homme "utile", doit proscrire toute décoration superflue et ne pas perdre de vue qu'un bâtiment n'est pas une structure habillée mais un monument qui attire par "l'effet

6. *Ibid.*, p. 20.

7. Monique Eleb, Anne Debarre, *L'Invention de l'habitation moderne, Paris, 1880-1914. Architectures de la vie privée, suite*, Paris, Hazan et Archives d'Architecture Moderne, 1995, p. 465.

8. *Les Concours de façades de la ville de Paris, t. I, 1898-1905, op. cit.*, p. 9.

9. En 1901, 1905 et 1907.

10. Monique Eleb, Anne Debarre, *L'Invention de l'habitation moderne, Paris, 1880-1914. Architectures de la vie privée, suite, op. cit.*, p. 469.

11. *Ibid.*, p. 464.

12. *Les Concours de façades de la ville de Paris, t. I, 1898-1905, op. cit.*, p. 5.

de la masse” et retient par “celui des détails”¹³. »¹⁴ Ce credo du classicisme, qui est celui des rationalistes et d’un Eugène Viollet-le-Duc admirateur de la simplicité de l’art grec, n’est pas étonnant émanant d’une instance composée de quatre architectes, dont la moitié, élue par les concurrents, émane souvent d’institutions comme l’Institut¹⁵. En 1904, cinq façades sont primées : une maison située au n° 26 de la rue François 1^{er} (8^e), de l’architecte Albert Benz, une maison sise au n° 10 de l’avenue Alphand (16^e) des architectes Charles Louis Roger Bouvard¹⁶ (1875-1961) et Gustave Umbdenstock, une maison rue de Bellechasse (7^e) de l’architecte Letourneau, un hôtel privé 19 rue Spontini (16^e) dû à l’architecte Louis Marie Joseph Parent¹⁷ (1854-1909) et une maison rue de Luynes (7^e) construite par l’architecte Pradelle. Si Jean-Louis Pascal loue, chez Benz, l’esprit de composition associé à la variété d’invention, il regrette, chez Roger Bouvard et Umbdenstock, l’imitation du style Louis XVI : « Sans doute l’archéologue et l’artiste ne s’y tromperont pas plus, quand le temps aura couvert de sa patine ces détails dus à une mode passagère, que le pseudo-gothique d’il y a quarante ans ne leur fait l’illusion dont se flattaient les auteurs »¹⁸. Et s’il est séduit, chez Pradelle, par le charme de détail, d’invention, pour les morceaux sculptés, il félicite Letourneau de « ne pas s’embarrasser comme celui-ci d’amuser l’œil du passant par un appel à sa curiosité pour un motif qu’il doit coudoyer¹⁹. » Si la sobriété est mise en avant dans les rapports, et ceci peut-être de plus en plus au fur et à mesure que l’on avance dans le siècle, les jurys distinguent aussi les façades très chargées ; Henri-Paul Nénot, en 1899, décrit ainsi la façade de Morin-Goustiaux, 1-5 rue le Peletier (9^e) :

« Nous sommes en plein boulevard et ce luxe fait plaisir, l’œil est agréablement charmé par toutes ces statues, ces ornements, ces grilles »²⁰. Entre 1882 et 1902, la multiplication des bow-windows, loggias, balcons, lasse. Le rapporteur écrit : « Il y aurait abus à agir comme si tout ce qui était permis était obligatoire »²¹. Et, en

13. *Journal des bâtiments civils et des arts*, n° 32, 6 nivôse An IX, p. 2, cité dans Marc Saboya, *Presse et architecture au XIX^e siècle*, Paris, Picard, 1991, note 10, p. 61.

14. Marc Saboya, *Presse et architecture au XIX^e siècle*, Paris, Picard, 1991, p. 61.

15. Le jury est composé de neuf membres. Le conseil municipal délègue cinq de ses membres représentant ses commissions (« Travaux affectant la voie publique », « Vieux Paris », « Beaux-Arts ») plus quatre architectes : le directeur du service d’architecture, l’architecte-voyer en chef et deux architectes élus par les concurrents.

16. Élève de Pascal diplômé en 1900, architecte de la ville de Paris chargé du service central d’architecture des fêtes et des expositions, et des aménagements des palais de Paris ; il a travaillé en 1910 sur le Théâtre des Champs-Élysées, 13-15 avenue Montaigne à Paris (8^e). Anne Dugast, Isabelle Pariset, *Dictionnaire par noms d’architectes des constructions élevées à Paris aux XIX^e et XX^e siècles, période 1900-1919*, Paris, 2007, vol. I, p. 95-96.

17. Neveu d’Henri Parent (1819-1895), né à Paris, il est son élève ainsi que celui de Clément Parent, son père, et de Ginain (E.B.A., promotion 1875).

18. *Les Concours de façades de la ville de Paris*, t. I, 1898-1905, *op. cit.*, p. 21.

19. *Ibid.*

20. Monique Eleb, Anne Debarre, *L’Invention de l’habitation moderne, Paris, 1880-1914. Architectures de la vie privée, suite*, *op. cit.*, p. 469.

21. *Les Concours de façades de la ville de Paris*, t. I, 1898-1905, *op. cit.*, p. 14.

1907, un hôtel de voyageurs, 13 rue de la Paix (2^e), construit par l'architecte Jacques Marcel Auburtin (1872-1926), est primé pour l'originalité d'un dessin « sans bow-window, ce qui est rare aujourd'hui, et pourrait à la rigueur lui constituer un titre de plus à la récompense accordée²² ». En 1904, Jean-Louis Pascal termine son rapport en espérant que « les curieux dans l'avenir [...] apprécieront l'éclectisme du jugement [du jury] sans qu'on puisse dire s'il faut féliciter une époque de la diversité des tendances et de l'individualisme qui sévit dans la nôtre²³ ».

Pascal avait aussi fait partie du jury devant juger les concours des façades des maisons élevées à Paris en 1902, mais n'en avait pas été pas le rapporteur. Le jury était alors composé de cinq membres du conseil municipal : Quentin-Bauchart, Ernest Caron, Froment-Meurice, Chérioux et Ballières et de deux jurés désignés par le Préfet : Joseph Antoine Bouvard, directeur des services d'architecture et Raphaël Nicolas Sauger (1838-1918), architecte-voyer en chef de la ville de Paris. Les deux jurés élus par les concurrents étaient Pascal et Vaudremer²⁴.

Les maisons primées étaient situées au 17 rue Laffitte (9^e), maison due à Nénot, au 38 bis rue Fabert (7^e), maison due à l'architecte Maurice Hodanger (1867-1958), au 23 rue de Mogador (9^e), maison due à l'architecte Christian Pierre H. Labouret (1866-1941), au 133 boulevard de Ménilmontant (11^e), construction de l'architecte F. Adolphe Bocage (1860-1927), au 164 rue de Courcelles (17^e), maison due à l'architecte Charles François Henri Delaage (1875- ?), et au 45 rue de Bellechasse (7^e), réalisation de l'architecte Muscat²⁵.

Pascal fit aussi partie du jury devant juger le concours de façades des maisons élevées à Paris en 1903²⁶. Le jury était composé des architectes Bouvard, Vigneulle, Nénot et des conseillers municipaux Chérioux, Turot, Sohier, Poiry et Quentin-Bauchart. Les maisons primées étaient situées au 98 avenue Malakoff (16^e), maison construite par l'architecte Natanson, au 48 quai de la Rapée (12^e), usine de l'architecte Paul Émile Friésé (1851-1917), au 185 rue Saint-Honoré (1^{er}), bâtiment dû à l'architecte Armand Sibien (1855-1918), au 9 rue Claude Chahu (16^e), immeuble de l'architecte Charles Klein, au 96 rue Beaubourg (3^e), construction de l'architecte Albert Walwein (1851-1916) et au 51 rue Damrémont (18^e), maison due à l'architecte Charles Goujon. Les maisons choisies représentaient toutes les tendances architecturales et Pascal s'inscrivait complètement dans cette volonté de ne privilégier aucun style.

22. *Les Concours de façades de la ville de Paris, t. II, 1906-1912*, Paris, Librairie de la Construction moderne, s.d., p. 7, n. 51.

23. *Les Concours de façades de la ville de Paris, t. I, 1898-1905, op. cit.*, p. 21.

24. « Concours de façades des maisons construites en 1902 », *La Construction moderne*, n° 19, 1903-1904, 21 novembre 1903, p. 96.

25. « Ville de Paris. Concours de façades », *La Construction moderne*, n° 19, 1903-1904, 26 décembre 1903, p. 156.

26. « Concours pour les façades des maisons construites ou achevées à Paris en 1904 », *La Construction moderne*, n° 20, 15 avril 1905, p. 348.

« La succession d'images sélectionnées prouve la très grande variété de propositions appréciées par les jurys de ces concours, respectueux du principe énoncé de ne vouloir imposer aucun modèle. Les listes des architectes lauréats, publiés selon l'ordre alphabétique, confirment la volonté de ne pas classer les projets, afin qu'aucune tendance ne puisse être interprétée comme une indication artistique ou comme "l'expression d'une tendance quelconque"²⁷. »

Au conseil des bâtiments civils, la fantaisie raisonnée

Dès la fin du Second Empire, un certain refus de la régularité se fait jour dans le milieu architectural et parmi la bourgeoisie bâtiesse. À partir de 1890, le conseil général des bâtiments civils commence à recevoir des demandes de dérogation aux normes – décret du 22 juillet 1882 sur les saillies et du 23 juillet 1884 sur la hauteur des combles – de la part d'entrepreneurs « de constructions privées ayant un caractère monumental »²⁸. Pascal sera le rapporteur du premier dossier de ce genre avec la raffinerie C. Say, 123 boulevard de la Gare à Paris. « Cette usine aujourd'hui disparue, inaugure la longue série de demandes de dérogation aux saillies et aux hauteurs réglementaires soumises au conseil par les constructeurs et propriétaires parisiens²⁹ ». Ces demandes constitueront l'élément essentiel de l'activité du conseil de 1890 à 1925. Pascal, se montrera toujours plus tolérant que Constant Moyaux ou Julien Guadet par exemple, par inclinaison personnelle mais aussi par pragmatisme, « admettant d'autant plus volontiers [les] dérogations que les débats des commissions qui s'occupent actuellement de la révision de ces règlements font prévoir de bien d'autres de ces libertés »³⁰. Pascal³¹ fera en effet partie de la commission réunie par le préfet de la Seine, Justin de Selves, pour étudier les questions « relatives à la beauté de Paris », commission³² qui délibérera six ans à partir de 1896 afin de mettre au point la loi de 1902 qui conjugue les dispositifs des lois précédentes sur les dérogations.

Le primat de l'imagination

Quand il s'agit de constructions neuves, Pascal est partisan de la recherche de la variété et son avis, suivi par le conseil des bâtiments civils, vise toujours à permettre les hauteurs extra-réglementaires. S'agissant d'un projet d'église grecque à faire construire aux n°s 5 et 7 de la rue Bizet par l'architecte Vaudremer, église dont

27. Marilu Cantelli, *L'Illusion Monumentale*, Liège, Mardaga, 1991, p. 53.

28. *Ibid.*, p. 18.

29. *Ibid.*

30. Arch. nat. F²¹ 6537, 16 mars 1898. Pascal parle du décret qui paraîtra le 13 août 1902.

31. Il est alors vice-président du conseil général des bâtiments civils.

32. En faisaient partie Puvis de Chavannes, président de la Société nationale des Beaux-Arts, Just Lisch, inspecteur général des monuments historiques, Daumet, inspecteur général des bâtiments civils, Garnier, président de la Société centrale des architectes, Boileau, secrétaire principal de la Société centrale des architectes. Marilu Cantelli, *L'Illusion Monumentale*, *op. cit.*, p. 54.

certaines parties dépasseraient la hauteur réglementaire, Pascal, inspecteur général, écrit : « L'intéressant projet d'église qui est sous vos yeux est presque un édifice public ; c'est en outre une œuvre d'art devant contribuer à l'embellissement de la ville ; il justifie l'exception à faire en sa faveur, malgré l'atteinte portée aux prescriptions dont la rigueur nuit si souvent aux développements architecturaux que nombre d'édifices privés pourraient comporter »³³. S'agissant d'un hôtel de voyageurs, avenue des Champs-Élysées à Paris que l'architecte Chedanne propose de munir de hauts campaniles, Pascal se félicite de « rencontrer des initiatives individuelles qui s'efforcent de rompre avec la banalité des silhouettes qu'impose la répétition des mêmes programmes de nos habitations privées »³⁴.

Pour un immeuble situé à l'angle de l'avenue des Champs-Élysées et de la rue de Berry³⁵, dont les combles seront surmontés d'un membron et d'une arête ajourée dépassant le faîtage légal, Jean-Louis Pascal, « au courant de la tendance de l'administration municipale à favoriser les motifs pouvant contribuer par leur variété à enlever aux maisons à loyer la monotonie qui a prévalu dans la transformation de Paris », appuie la demande d'autorisation. Pascal ne semble pas apprécier l'œuvre du préfet Haussmann : « À proprement parler, l'art n'a pas grand-chose à y voir, et c'est pourtant la raison toujours invoquée ; mais tout le monde souhaite de voir rompre la monotonie de nos plats boulevards et d'introduire le pittoresque dans ces éternelles rangées de fenêtres »³⁶. Lorsque la Société Immobilière du Trocadéro et de Passy demande, en 1899, au Conseil, la permission de doter des immeubles en bordure du quai de Passy, de dômes et de campaniles extra-réglementaires, en vue de l'exposition universelle de 1900, pour leur donner un aspect monumental et artistique, Pascal répond : « Nous ne nous inscrivons pas plus en faux cette fois-ci que dans des circonstances analogues à propos desquelles le conseil a statué, sur les espérances que font naître ces dépassements »³⁷. Le Conseil étant interrogé sur l'opportunité de permettre à la même société de construire des tourelles dépassant le périmètre légal sur des immeubles dans le seizième arrondissement de Paris, Jean-Louis Pascal précise : « Les nouvelles réglementations, dont la difficulté justifie la lenteur de préparation, préciseront davantage ce qui pourra être toléré dans ce sens ou ce qui devra être encore soumis à votre haute et impartiale appréciation mais

33. L'autorisation est accordée ; la demande est faite par Stefanovitch Schilizzi. Arch. nat. F²¹ 6534, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 11 novembre 1890, rapporteur : Pascal.

34. Hôtel de voyageurs de la Compagnie internationale des Wagons-Lits situé entre l'avenue des Champs-Élysées, les rues Vernet, Galilée et Bassano à Paris. Arch. nat. F²¹ 6536, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 7 juillet 1897, rapporteur : Pascal.

35. Immeuble à l'angle du n° 92 de l'avenue des Champs-Élysées et n° 2 de la rue de Berry à Paris. Architecte Friésé. Demandeur Paul Darblay. Arch. nat. F²¹ 6537, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 16 mars 1898, rapporteur : Pascal.

36. *Ibid.*

37. Immeuble au n° 2 quai de Passy, à l'angle de la rue de l'Alboni et du Passage des Eaux à Paris. Demandeur : Société Immobilière du Trocadéro et de Passy. Architecte Louis Alphonse Dauvergne. Arch. nat. F²¹ 6537, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 22 février 1899, rapporteur : Pascal.

en attendant, nous croyons une fois de plus qu'il n'y a pas lieu de mettre obstacle à des tendances qui témoignent après tout, en dehors d'un peu de réclame, du désir des propriétaires de se signaler par une tentative d'embellissement du banal et fâcheux programme de la maison à loyer »³⁸.

On ira vers une plus grande sévérité sur le dépassement des hauteurs et saillies réglementaires ; en 1915, le Conseil refuse d'accorder une saillie extra-réglementaire à la banque d'Indo-Chine située à l'angle du boulevard Haussmann et de la rue d'Anjou à Paris : « Ce n'est pas au moment où des études préparatoires à la révision du décret de 1902 viseraient des restrictions plus nombreuses et plus importantes que la réglementation actuellement en vigueur, qu'il y aurait lieu de consentir à une dérogation à la limitation par les mailles de laquelle sont passées des œuvres sévèrement jugées », dira Pascal rapportant l'avis du Conseil³⁹.

Pascal prône l'alliance des architectes et des ingénieurs ; chargé d'apprécier la partie décorative du pont Mirabeau à Paris, il écrit : « Il y a à Lyon des ponts récemment construits où l'alliance de l'habileté de dessin des architectes avec la science des ingénieurs a donné d'excellents résultats. Une création semblable à Paris ne devrait leur être en aucun cas inférieure »⁴⁰. Il existait d'ailleurs à l'École des Ponts et chaussées une *Collection de photographies sur l'architecture ancienne et moderne pour le cours d'architecture* offerte le 16 mars 1880 par Jules Jean Désiré Pillet (1842-1912), professeur de travaux graphiques dans cette même école⁴¹. « Cinquante-neuf planches retraçaient visuellement l'histoire de l'architecture depuis l'Antiquité jusqu'à l'époque moderne. Sur la plus grande partie des planches se trouvaient collées des photos, parfois légendées, de relevés des élèves de l'École des beaux-arts (envois de Rome) signés, notamment, par Guillaume, Brune, Pascal, Daumet, Coquart, Boitte⁴², »⁴³

Une lettre nous montre toute l'attention que Jean-Louis Pascal portait aux réalisations des ingénieurs ; elle nous montre aussi l'importance de l'architecte à l'époque ; c'est une lettre de Gustave Eiffel à Pascal, au moment où il est question de démonter la tour Eiffel, construction normalement éphémère, comme toutes celles des

38. Quatre immeubles sis boulevard Delessert, rue de l'Alboni et rue Nouvelle. Demandeur : Société Immobilière du Trocadéro. Arch. nat. F²¹ 6537, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 7 juin 1899, rapporteur : Pascal.

39. Arch. nat. F²¹ 6541, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 15 avril 1915, rapporteur : Pascal.

40. Arch. nat. F²¹ 6536, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 10 juillet 1894, rapporteur : Pascal.

41. Arch. de l'École des Ponts et chaussées, PH 155, (entré le 16/3/1880) donateur Pillet, *Collection de photographies sur l'architecture ancienne et moderne pour le cours d'architecture*, cité par Simona Talenti, *L'Histoire de l'architecture en France, émergence d'une discipline (1863-1914)*, Paris, éd. Picard, 2000, n. 30, p. 99.

42. Les autres élèves étaient : Moyaux, Normand, Dutert jeune, Dutert aîné, Bonnet, Ginain, Vaudremer, Ancelet, Thomas, Ulmann, Simil, Joyau. Simona Talenti, *L'Histoire de l'architecture en France, émergence d'une discipline (1863-1914)*, op. cit., n. 31, p. 98.

43. *Ibid.*, p. 98.

expositions universelles : « Je serais très honoré si vous vouliez bien me recevoir à l'heure et au jour que vous me fixerez, pour vous donner quelques éclaircissements de vive voix, que vous me signalerez, relativement à la tour »⁴⁴.

Le respect du patrimoine

S'agissant de la rue de Rivoli dont il veut préserver la belle ordonnance⁴⁵ et la régularité qui fait sa beauté, Pascal demande au conseil de s'opposer à la demande de surélévation du comble⁴⁶ de l'hôtel Dominici aux n^{os} 7 et 9 de la rue de Castiglione :

« Il n'y a pas eu, comme pour les façades en pierre, de type imposé pour les combles [...] C'est plus tard que la forme circulaire du profil, la superposition des lucarnes furent admises, peut-être sans une rigueur trop absolue, mais pourtant de façon que, du jardin des Tuileries, et de plus loin, du quai, de l'autre côté de la Seine, quand les arbres sont dépouillés de leurs feuilles, une longue ligne très uniforme, très homogène, de combles, coupée seulement des souches de cheminée, s'étende, contribuant à cette sorte de beauté relative que donne la répétition, l'ordre, la régularité, enfin ce qu'on trouve aussi dans les façades [...] Il ne faut pas autoriser la surélévation de l'hôtel Dominici pour que tous les combles de la rue de Rivoli et autres ne soient pas livrés à l'arbitraire des constructeurs »⁴⁷.

Jean-Louis Pascal se montre déjà sensible à la protection du patrimoine ; s'agissant des affiches publicitaires, Pascal n'a pas de mots assez durs pour « faire connaître son appréciation de ces monstruosité » :

« Pour donner satisfaction uniquement à des intérêts privés, elles choquent tous les gens de goût et nuisent au bon renom artistique de la ville comme, dans nos campagnes, l'invasion des motifs souvent grotesques, énormes, gâtant partout les paysages les plus intéressants [...] Nous avons souvent exprimé le regret que tolérant un état de choses révoltant l'opinion publique, on ait supporté la destruction par l'enseigne des plus belles ordonnances : place des Victoires, rue de Castiglione, rue de la Paix et qu'on ne l'empêche pas actuellement pour les rues autour de l'Opéra, indemnes jusqu'ici, et rue Royale, où d'énormes bandes noires étalent une publicité à outrance sans respect pour son architecture »⁴⁸.

44. B.N.F., dp. Mss, N.a.fr. 25093, lettre de Gustave Eiffel à Jean-Louis Pascal, 19 juillet 1903, Les Bruyères, Sèvres (Seine-et-Oise).

45. La servitude d'architecture touchant les immeubles de la rue de Rivoli et les lieux circonvoisins, rue de Castiglione et rue des Pyramides, visée par l'arrêté des consuls du 17 Vendémiaire et 1^{er} Floréal, an X, et le décret du 23 décembre 1852, la limitait aux façades de pierre.

46. Désormais, il faudra, non seulement en ce qui concerne les façades en pierre, mais aussi pour les combles, l'approbation, pour toute modification, des architectes du service des bâtiments civils agissant sous les ordres du ministère des Beaux-Arts.

47. Arch. nat., F²¹ 6540, procès-verbal du conseil des bâtiments civils, séance du 11 mai 1911, Pascal rapporteur.

48. Arch. nat. F²¹ 6540, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 13 juin 1912, rapporteur : Pascal.

Pascal est le premier qui pose au sein du conseil des bâtiments civils la question de la dépendance d'un édifice au milieu immédiatement proche, ici l'Arc de Triomphe de l'Étoile : en 1906, lors de l'affaire de l'hôtel Astoria, à l'angle des Champs-Élysées, de l'avenue de Presbourg et de la rue Vernet⁴⁹, puis à nouveau en 1913, pour un immeuble sis 18 rue de Tilsitt⁵⁰.

En effet, explique Pascal, lorsqu'il émet des réserves pour surmonter de dômes les tours de l'hôtel Astoria, « sous Napoléon III, au moment de la suppression des barrières, du règlement de la place, des grandes avenues qui y convergent, de la hauteur à donner aux constructions qui la circonscrivent, l'architecte Hittorff a constitué un type d'architecture uniforme qui en limite la hauteur par rapport à la construction gigantesque du centre⁵¹. »

Le Conseil ayant tout de même admis la tolérance, l'hôtel Astoria fut construit mais selon des plans différents de ceux adoptés en 1906 par le conseil des bâtiments civils et la voirie ; en conséquence de quoi, le 23 novembre 1907, un arrêté du conseil de préfecture de la Seine ordonnait la destruction des parties non réglementaires de la construction. Cet événement fut à l'origine de la création de la commission des Perspectives monumentales, organe consultatif institué le 8 juillet 1909 pour veiller à la conservation du patrimoine et orienter le développement ultérieur de la ville. Après de longs atermoiements, les parties non réglementaires de l'hôtel Astoria furent détruites en 1925⁵².

Dans le cas de l'affaire Wiriot (immeuble à construire rue de Tilsitt), l'arrêt du Conseil d'État, daté du 1^{er} août 1914, avait annulé l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1912 qui refusait à Wiriot le permis de construire « considérant qu'il importe pour sauvegarder la perspective monumentale de la place de l'Étoile, qu'aucune construction ne soit visible, d'aucun point de cette place au-dessus de la ligne de faite des immeubles riverains de cette place et soumis à une servitude d'architecture obligatoire par le décret du 13 août 1854 »⁵³. Le Conseil d'État motivait son annulation par le fait que l'arrêté préfectoral avait omis de préciser les injonctions auxquelles Wiriot devait se soumettre pour obtenir l'autorisation de construire. Il est intéressant à ce sujet de comparer les points de vue de Laloux, Nénot et Pascal. Laloux était le rapporteur du conseil des bâtiments civils⁵⁴ auquel l'affaire fut d'abord soumise ; Nénot approuvait le rapport de Laloux et estimait qu'au point de vue de l'esthétique de la place, si les immeubles de second plan montaient plus haut que ceux du premier plan, l'ensemble formerait autour de l'Arc de Triomphe de l'Étoile

49. Arch. nat., F²¹ 5719.

50. Arch. nat., F²¹ 6541.

51. Jean-Louis Pascal, « Rapport fait au conseil sur une demande de dépassement de hauteur extra-réglementaire pour édifier un hôtel à voyageurs (Hôtel Astoria) », Paris, 11 janvier 1906, Arch. nat., F²¹ 5719 cité par Marilu Cantelli, *L'Illusion Monumentale, op. cit.*, p. 63.

52. Marilu Cantelli, *L'Illusion Monumentale, op. cit.*, p. 64.

53. Arch. nat., F²¹ 6541, Affaire Wiriot, Préfecture du département de la Seine, ville de Paris, le préfet de la Seine, Paris, le 3 novembre 1914, signé M. Delanney.

54. Arch. nat., F²¹ 6541, procès-verbal du conseil des bâtiments civils, séance du 2 octobre 1913, Laloux rapporteur et procès-verbal du 6 octobre 1913.

un colossal amphithéâtre qui serait du plus bel effet, d'autant plus que la hauteur des immeubles de second plan masquerait pignons et murs mitoyens. Mais il souhaitait que cette hauteur fût uniforme de manière à former un ensemble d'aspect esthétique. Pascal argua, lui, « qu'en matière d'esthétique tous les cas qui se présentent sont des espèces différentes et qu'on ne peut formuler de doctrine générale à ce sujet »⁵⁵. À l'argument de Nénot, Pascal répondit que la différence de niveau des différentes avenues empêcherait forcément la continuité de hauteur de la ligne des combles et que d'autre part cette uniformité dans leur construction nuirait au charme qui pourrait naître de leur variété. Le conseil des bâtiments civils admit le pourvoi de Wiriot contre l'arrêté du Préfet de la Seine et lui accorda la liberté de construire sous la seule condition qu'il eût à se conformer aux prescriptions qui devaient lui être adressées par le Préfet de la Seine en vertu de l'article 4 du décret-loi du 26 mars 1852 complété par l'article 118 de la loi de finances du 13 juillet 1911 qui disposaient que « tout constructeur de maisons à Paris doit se soumettre aux prescriptions qui lui seront faites dans l'intérêt de la sécurité publique et de la salubrité, ainsi que de la conservation des perspectives monumentales et des sites, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. »

Julien Guadet et Louis Bonnier étaient hostiles à la monotonie des rues telles la rue de Rivoli ; et c'est Nénot qui, en 1906, triple la surface d'étage au-dessus de la corniche de l'hôtel Meurice, au n° 228 de la rue de Rivoli, par des combles presque verticaux⁵⁶. En 1911, le conseil des bâtiments civils (avec pour rapporteur Pascal) émet un avis négatif à la surélévation de l'immeuble du n° 5 de la rue de Castiglione, (à la suite de l'hôtel Dominici), et met un coup d'arrêt à ces surélévations permises par la loi de 1902. Pascal est contre ; il s'agit ici pour lui de préserver la valeur esthétique de la continuité des profils des façades ordonnancées de Charles Percier.

On retrouve cette recherche de la variété en architecture nuancée d'une volonté de protection patrimoniale dans toutes les interventions de Pascal au conseil des bâtiments civils ; ses interventions vont dans le sens du respect archéologique lorsqu'il s'agit de bâtiments anciens ; visitant l'ancien hôtel de Soubise, dépôt des Archives nationales, dont il fallait restaurer une aile très défigurée⁵⁷, Pascal écrit :

« Les salons qui font suite aux pièces à refaire au premier étage peuvent compenser au nombre des plus beaux spécimens de l'architecture du siècle dernier qui soient à Paris et il est regrettable qu'il ne soit pas possible de compléter par une restauration ces anciens appartements de l'hôtel Soubise [...] Une

55. *Ibid.*

56. Marilu Cantelli, *L'Illusion Monumentale*, op. cit., p. 68.

57. L'aile située entre les cours Clisson et de Guise. Pascal proposait de jeter à terre et de reconstruire le mur de face sur la cour Clisson, présentant sur l'extérieur une convexité considérable, de remplacer les charpentes en bois par un comble en fer pour abriter des magasins, et de modifier à cet effet la forme du comble en l'élargissant à sa partie supérieure pour faciliter les dispositions des casiers intérieurs, « sans que la modification de forme soit une atteinte au respect dû à l'édifice primitif ».

seule salle à rez-de-chaussée [...] a montré derrière les casiers, des restes de boiseries et d'ornements sculptés. M. Thomas se propose de demander les ressources nécessaires pour le rétablir dans sa forme primitive, dont il a tous les éléments de restauration [...] En visitant ce bâtiment éventré, je manifestais le regret que les autres pièces ne pussent pas être reconstituées de même ; mais on ne saurait reprocher à l'architecte et à l'administrateur d'en faire les dépôts puisqu'il ne reste absolument rien des dispositions d'autrefois, rien sinon des corniches qu'on rétablira religieusement »⁵⁸.

*Pascal, architecte régionaliste :
la Villa Béatrix à Billère (Pyrénées-Atlantiques) (1895)*

« Les vocabulaires néo-régionaux furent adoptés successivement par des architectes progressistes comme par les plus conformistes, par des militants de l'idée régionale comme par des professionnels éclectiques⁵⁹. »

Jean-Louis Pascal s'essaya à deux constructions régionales, l'une en 1895, à Billère dans les Pyrénées-Atlantiques, la Villa Béatrix, pour laquelle il adopta le style néo-basque et la deuxième en 1908, à Altilac en Corrèze, le château du Doux, élevé pour ses amis Bertin, où il usa de tous les matériaux locaux⁶⁰. D'après Jean Favier, un architecte qui écrivait dans *La Construction moderne*, c'est dans l'atelier de Julien Guadet à l'École des beaux-arts, que serait apparu vers 1886 le régionalisme avec des élèves comme Bréfondilhe, Despradelle et Gustave Umbdenstock⁶¹. Jean-Claude Vigato nous rappelle, dans son ouvrage sur la naissance du régionalisme, que Guadet avait rédigé un cours « rien moins que dogmatique, rationaliste, voire fonctionnaliste, qui ne reposait pas sur le commentaire exclusif des œuvres grecques et romaines et condamnait la "subordination à l'archéologie". Il enseignait que "d'un climat à un autre l'architecture [avait] des exigences toutes différentes". [...] Aux élèves de l'École, qui ne rêvaient que de marbres et de travertins, il osa recommander de ne pas négliger les ressources locales et d'approvisionner leurs futurs chantiers en recourant aux matériaux du cru. [...] Il formulait un principe dont se réclameraient les régionalistes : le recours aux matériaux locaux. »⁶². Cette conception était partagée par Jean-Louis Pascal ; il en fit la démonstration à la Villa Béatrix.

En 1893, Charles Gordon-Hutton vendit à Jules Léopold Renouard, trésorier payeur général de la Banque de France, un terrain de 2,78 hectares pour un prix

58. Arch. nat., F²¹ 6533, avis et rapports du conseil des bâtiments civils, séance du 12 décembre 1882, Pascal rapporteur.

59. Jean-Claude Vigato, *L'Architecture régionaliste, France, 1890-1950*, Paris, Norma éd., 1994, p. 10.

60. Voir Anne Richard-Bazire, *Livraisons de l'histoire de l'architecture*, « Après la bibliothèque », n° 28, 2014, p. 200-208.

61. Jean-Claude Vigato, *L'Architecture régionaliste, France, 1890-1950*, op. cit., p. 15. Ce fait éclaire sur la responsabilité qu'ont pu avoir Julien Guadet et Jean-Louis Pascal dans la naissance des orientations de l'architecture au XX^e siècle.

62. *Ibid.*, p. 15-16.

Ill. 1 : La Villa Béatrix, à Billère (Pyrénées-Atlantiques). Architecte Jean-Louis Pascal. 1895. Façade sud. Cl. Dominique Rault.

Ill. 2 : La Villa Béatrix, à Billère (Pyrénées-Atlantiques). Architecte Jean-Louis Pascal. 1895. Façade sud. Cl. Dominique Rault.

de 24 000 francs à Billère, commune limitrophe de Pau, au n° 10 de la rue Antoine de Bourbon. Vers 1895, celui-ci demanda à Jean-Louis Pascal de lui édifier une villa très importante, de style néo-basque⁶³ (ill. 1 et 2).

Pascal y réalisa une architecture qui tient autant du casino italien, ou plus exactement du « caserio », « la maison du gentilhomme, [...] sobre comme il convient à l'habitation d'un Basque »⁶⁴, que de la villa néo-basque. Le plan est en « H »,

63. *Ibid.*, p. 171-175. Voir aussi Henri Godbarge, *Arts basques anciens et modernes. Origines. Évolution*, Hossegor, éd. D. Chabas, 1931, et Jean-Claude Lasserre, « Le néo-basque : une autre face de la modernité (1920-1940) », *Monuments historiques*, octobre-novembre 1896, n° 147, p. 65-72.

64. Henri Godbarge, *Arts basques anciens et modernes. Origines. Évolution*, *op. cit.*, p. 19.

Ill. 3 : La Villa Béatrix, à Billère (Pyrénées-Atlantiques). Façade sud. Architecte Jean-Louis Pascal. 1895. Motif sculpté du fronton : Louis Gustave Gaudran. Cl. Dominique Rault.

présentant des avant-corps encadrant le corps principal au nord et au sud. Au sud, les deux avant-corps sont sommés d'un toit à double et faible pente en tuiles, délimitant deux frontons triangulaires ornés d'un motif de paniers d'osier contenant des marguerites (ill. 3), dus au ciseau du sculpteur Louis Gustave Gaudran⁶⁵ (1829-?), ancien élève de François Christophe Armand Toussaint (1806-1862) et contemporain d'Antoine Wattrinelle, qui avait réalisé pour Pascal de beaux motifs religieux par le passé : « Je lui fais faire en ce moment des motifs de paniers de marguerites pour la décoration d'une villa qui m'a été demandée à Pau par un sous-gouverneur

65. Sculpteur parisien habitant 22 rue Saint Ferdinand (17^e) ; il a sculpté *Le comte Jean dit le Bon* (1876), statue de pierre pour la cathédrale d'Angoulême et un buste en plâtre de *Joseph Barra* en 1880. Émile Bellier de la Chavignerie, Louis Auvray, *Dictionnaire général des artistes de l'École française*, Paris, H. Loones, 1882-1885, vol. 1, p. 619.

de la Banque de France⁶⁶ », écrit Pascal à Charles Garnier en 1895. Pascal recommandera par ailleurs Gaudran à Gustave Raulin qui l'emploiera au Sacré-Cœur de Montmartre⁶⁷. Le toit qui « s'abaisse à la mode basque »⁶⁸, un toit débordant à larges versants comme il convient dans un pays de lumière crue et de pluies fréquentes⁶⁹, les saillies en auvent, les nombreux balcons, la vie se passant à l'extérieur dans ces contrées, les bas-reliefs décoratifs ornementaux (outre les paniers de marguerites, Pascal a orné le retour des avant-corps au midi d'un médaillon ovale de terre cuite) (ill. 2), font partie d'un ensemble architectural tel qu'on peut en trouver en pays d'Euskarie. Peut-être Pascal se comporte-t-il plus ici en architecte rationaliste que régionaliste. Se rejoignent néanmoins dans cette demeure les aspirations contemporaines éprises de simplification et de mesure, et les traits caractéristiques des maisons de Navarre⁷⁰ qui, comme celles de la Guipuzcoa et à la différence des maisons labourdines, n'ont pas de pans de bois, mais des murs nus et blancs⁷¹ (ill. 4 et 5). En 1923, les héritiers de Jules Renouard vendent la maison à Sydney Platt⁷², irlandais d'origine, producteur de whisky et installé à Pau dès 1890. On sait qu'une importante colonie anglo-américaine s'était implantée dans la région⁷³.

L'internationalisation des styles due à la multiplication des revues et à la propagation des modèles grâce à la photographie, au développement des transports, à l'industrialisation des moyens de production des matériaux en abaissant le coût, aux règles de plus en plus restrictives de l'urbanisme, telles que Georges Haussmann en avait mis en œuvre à Paris, à la densification des villes et au développement de l'hygiénisme,

66. B.E.B.A., Ms 744, *Lettres de l'architecte Jean-Louis Pascal à Charles Garnier*, lettre n° 239, 31 mars 1895.

67. *Ibid.*

68. Jean Claude Vigato, *L'Architecture régionaliste, France, 1890-1950*, op. cit., p. 167.

69. Henri Godbarge, *Arts basques anciens et modernes. Origines. Évolution*, op. cit., p. 58.

70. Le pays basque est formé de sept provinces ; trois se trouvent en France : La Basse-Navarre, le Labourd et la Soule ; les quatre autres provinces sont en territoire espagnol : la Guipuzcoa, la Biscaye, la Haute-Navarre et l'Alava.

71. Jean-Claude Lasserre, « Le néo-basque : une autre face de la modernité (1920-1940) », *Monuments historiques*, op. cit., p. 70.

72. Décédé le 9 mars 1937, il repose au cimetière de Billère où sa femme, née Agnès Mars-Hall a été inhumée aussi, le 14 avril 1952.

73. Sans doute lointaine réminiscence de son passé historique (avant d'être rattachée au domaine royal en 1607 par Henri IV, la Gascogne faisait partie de la Guyenne sous domination anglaise du XII^e au XV^e siècle). Billère possède par exemple la villa Inisfald, manoir avec tour ronde recouverte d'un toit conique, construite vers 1880 par Bernard Thomas Gillis ; depuis son décès survenu le 5 janvier 1910, cette villa est toujours occupée par la famille Wright, dernier témoin de l'époque anglaise à Billère. Arch. dép. des Pyrénées-Atlantiques, U 7100/3 : *Billère, époque anglaise*, p. 7. Par la suite la villa sera la résidence de fonction du préfet Coggia. Actuellement, la villa Béatrix est occupée par les services de l'URSSAF qui en sont propriétaires. Je remercie M. Jacques Staes, directeur des archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, à qui je dois ces renseignements. Je remercie également vivement M. Dominique Rault qui y travaillant, s'est pris de passion pour le bâtiment et son histoire et à qui je dois les belles photos de la villa.

Ill. 4 : La Villa Béatrix, à Billère (Pyrénées-Atlantiques). Façade sud. Détail de console. Architecte Jean-Louis Pascal. 1895. Cl. Dominique Rault.

Charles Garnier et Auguste Ammann (1844-1921) la théoriseront dans *L'Habitation humaine* en 1892, affirmant que « le pittoresque et le caractère individuel n'ont plus de place dans les constructions d'aujourd'hui »⁷⁴. Contre ce phénomène, Jean-Louis Pascal prônera l'usage des matériaux locaux et la mise en valeur des particularismes régionaux, s'affirmant comme un architecte rationaliste, avec cette attention particulière apportée au climat, au matériau, au site. N'était-ce pas, selon l'architecte Jean Favier (1895-1946), dans l'atelier de Julien Guadet, son double, son ami, son alter ego, que « le flambeau du régionalisme » avait été allumé en 1886⁷⁵ par une

74. Charles Garnier et Auguste Ammann, *L'Habitation humaine*, Paris, Librairie Hachette, 1892, p. 812, cité par Jean-Michel Leniaud, *Charles Garnier*, Paris, éd. du Patrimoine, 2003, p. 107.

75. Jean-Claude Vigato, *L'Architecture régionaliste, France, 1890-1950*, *op. cit.*, p. 15. Je remercie vivement M. Jean-Claude Vigato, professeur à l'École d'architecture de Nancy, d'avoir attiré mon attention sur ce fait.

Ill. 5 : La Villa Béatrix, à Billère (Pyrénées-Atlantiques). Entrées nord-est et nord-ouest. Architecte Jean-Louis Pascal. 1895. Cl. Dominique Rault.

« phalange d'élèves » qui comptait Charles Jules Bréfondilhe (1861-1913) et Gustave Umbdenstock⁷⁶ (1866-1940), celui-là même dont l'immeuble de la rue de Bellechasse avait été primé au concours des façades de la ville de Paris⁷⁷, concours mis en place en 1897 lors de l'ouverture de la rue Réaumur pour lutter contre la monotonie urbaine, et jugé par Pascal, comme les deux années précédentes ?

76. Architecte né à Colmar, élève de Guadet, promotion 1885 de l'E.B.A., diplômé en 1893, il construit le palais des armées de terre et de mer à l'exposition universelle de 1900. Anne Dugast et Isabelle Pariset, *Dictionnaire par noms d'architectes des constructions élevées à Paris aux XIX^e et XX^e siècles, période 1876-1899*, Paris, vol. IV, 1996, p. 114.

77. Voir Marilu Cantelli, *L'Illusion Monumentale*, op. cit., p. 46-51.